

Le vote des classes moyennes 2007-2010

Elisabeth DUPOIRIER

En tant que groupe social doté d'une identité politique, les classes moyennes constituent une catégorie courtisée, investie d'une fonction de préservation de l'unité du corps social menacée par le conflit entre des groupes antagonistes définis, selon les moments historiques, comme la « bourgeoisie capitaliste » contre la « classe ouvrière » ou, plus près de nous, les « gros » contre les « petits », ou encore les « riches » contre les « pauvres ». Érigées en enjeu décisif pour la conquête du pouvoir, les couches moyennes ont été courtisées par la gauche comme par la droite. Dans les années 1970, Giscard d'Estaing tente sans succès de les convaincre que leur avenir politique en tant que « groupe central » est lié au centrisme politique qu'il incarne, à égale distance du conservatisme « passéiste » de la droite et des tentations « collectivistes » de la gauche. C'est pourtant vers cette dernière, restructurée par l'union du nouveau Parti socialiste et du Parti communiste français, que se tournent les « nouvelles couches moyennes », tout spécialement vers le PS, qualifié de « parti des classes moyennes » au moment où François Mitterrand, à la tête d'une large coalition d'Union de la gauche, accède au pouvoir en 1981. Depuis

lors, la composition des classes moyennes a évolué avec les mouvements de fond qui ont travaillé la société dans son ensemble et les inclinations politiques dominantes de ses électeurs ont fluctué tantôt en faveur de la gauche tantôt en faveur de la droite, contribuant aux alternances politiques et aux périodes de cohabitation.

Qui sont les classes moyennes ?

Les classes moyennes actuelles, redéfinies par l'Insee au début des années 1980, correspondent à la catégorie des « professions intermédiaires ». En termes de qualifications professionnelles, de revenus, de savoirs et de plus ou moins grande précarité face au chômage, elles présentent des caractéristiques qui les distinguent des catégories populaires – réunissant les employés et la grande partie du groupe ouvrier –, ainsi que des cadres qui occupent avec les professions intellectuelles la catégorie supérieure du salariat.

À ces critères objectifs il faut ajouter la conscience qu'ont ces électeurs d'appartenir à un ensemble doté d'une identité collective. Selon le Panel électoral français du Cevipof, en 2007, 63 % des électeurs des classes moyennes ont le sentiment d'appartenir à une « classe sociale » et plus de 6 sur 10 se reconnaissent en 2002 dans « la ou les classes moyennes ». Ces convictions, toutes subjectives, renforcent la légitimité de la catégorisation opérée par l'Insee et justifient leur dénomination en termes de « classes » moyennes.

Une catégorie sociale politisée

Les électeurs des classes moyennes sont moins atteints que l'ensemble de l'électorat par la crise de l'engagement politique. Leur participation électorale lors de l'élection présidentielle de 2007 s'est établie à un niveau très élevé (89 %) dès le premier tour, équivalent à celui des cadres et professions intellectuelles, et supérieur de 5 points à celui de la moyenne des Français. Toutefois, lors des élections européennes de 2009, la participation a chuté de manière vertigineuse (37 %, 4 points en dessous de

la moyenne nationale) et les élections régionales de 2010 ont confirmé cette démobilisation : 41 % de participation, au lieu de 46 % en moyenne au premier tour.

Malgré ce fléchissement de la mobilisation électorale, les membres des classes moyennes demeurent plus que d'autres groupes impliqués dans la politique. En décembre 2009, la première vague du Baromètre de la confiance politique TNS/Sofres pour le Cevipof révèle un intérêt massif pour la politique, bien supérieur à la moyenne des Français (61 % au lieu de 55 %). Parallèlement, les classes moyennes se montrent plus engagées que la moyenne dans des modes de participation politique moins conventionnels que le vote : 83 % déclarent avoir déjà participé à des manifestations, 46 % à des grèves sauvages (ou en avoir l'intention) et 62 % d'entre eux se disent syndiqués. Encore faut-il noter que cet engagement n'exclut pas le désabusement à l'égard de la politique que partage aussi la majorité des Français : 15 % seulement des classes moyennes font confiance à la gauche pour gouverner dans l'avenir, soit une proportion encore inférieure à la confiance placée dans la droite (18 %) et, surtout, dérisoire par rapport aux 64 % qui ne font confiance « ni à la gauche ni à la droite ».

L'ancrage électoral à gauche des classes moyennes

Cette implication des classes moyennes dans la politique se traduit dans les urnes par une forte propension à voter pour les partis de gauche. Majoritaire sous les « années Mitterrand », déclinant sous les « années Chirac », le vote de gauche des classes moyennes s'est cependant effondré au premier tour de l'élection présidentielle de 2007 (37 %), tout en conservant sa caractéristique de vote supérieur à la moyenne nationale.

Le graphique 1 montre qu'en 2007, dès le premier tour, il s'établit encore 7 points au-dessus de celui de l'ensemble de l'électorat en dépit de la forte attraction de la candidature Bayrou (24 %, 5 points au-dessus de sa moyenne nationale) et, dans une moindre mesure, de celle de Nicolas Sarkozy

(25 %, 5 points en dessous de sa moyenne). Au second tour, les classes moyennes sont le seul groupe social à avoir majoritairement voté pour Ségolène Royal (54 %), au rebours de l'ensemble de l'électorat.

Ebranlé par la « tentation centriste » lors de l'élection fondatrice des « années Sarkozy », le vote de gauche s'impose de nouveau rapidement comme l'« identité politique » des classes moyennes. Aux élections européennes de 2009, il atteint 60 %, toujours en sens contraire des résultats du scrutin favorables à la droite. L'année suivante, lors du premier tour des élections régionales de 2010, il bat un record jamais égalé depuis les années 1970 avec un score de 71 %, soit 17 points au-dessus de la moyenne nationale de 54 % (graphique 1).

Le PS n'est plus le « parti des classes moyennes »

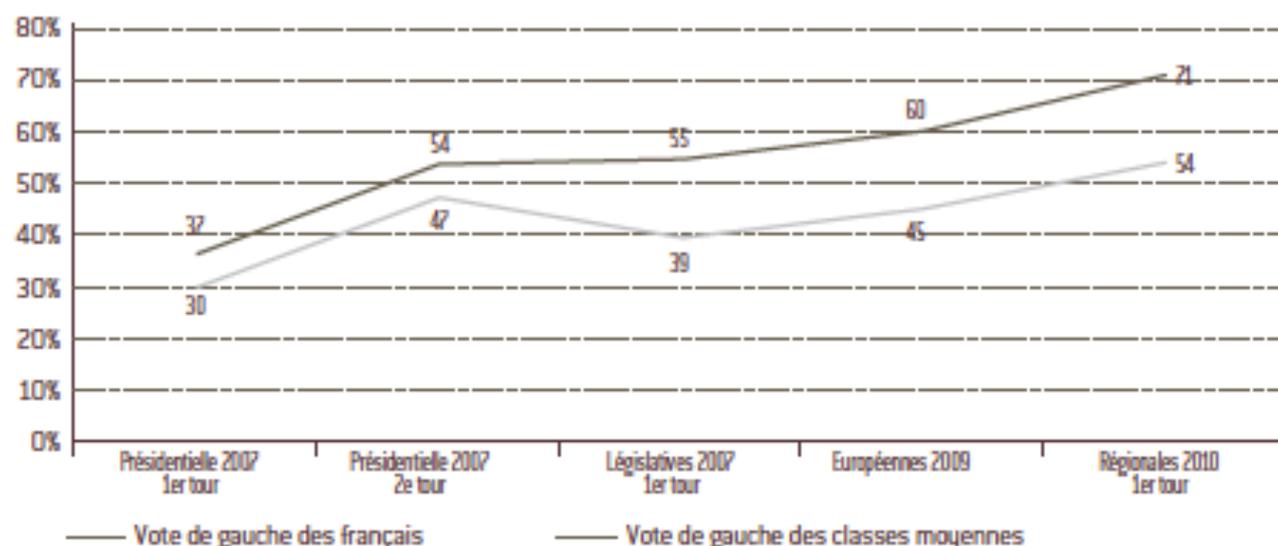
L'image du Parti socialiste comme « parti des classes moyennes », installée depuis les « années Mitterrand », a vécu. Certes, de l'avis même de 53 % des classes moyennes, le PS demeure le parti le mieux à même de « comprendre et répondre aux aspirations des classes moyennes », alors que 30 % seulement désignent l'UMP, selon une enquête TNS/Sofres pour Le Monde de novembre 2008, mais dans la même enquête le Parti socialiste est aussi vigoureusement critiqué pour son

dynamisme insuffisant (71 %) et son éloignement des préoccupations des Français (45 % des classes moyennes partagent cette opinion, contre 46 %). À ceci s'ajoute la déception à l'égard des positions du PS dans la crise financière de 2008. Dans leur majorité (55 %), les classes moyennes ne donnent pas plus raison aux analyses antérieures du PS qu'à celles de la droite, et le comportement du PS durant cette crise les satisfait encore moins que celui de l'UMP (25 % de satisfaction pour le PS, 37 % pour l'UMP).

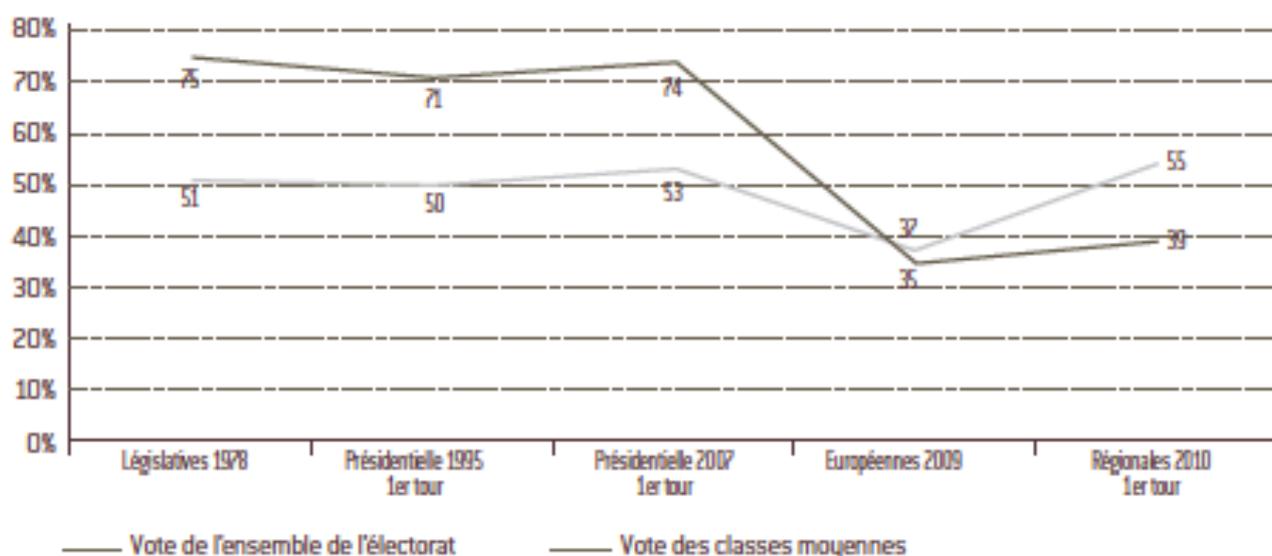
Cette érosion sévère de la satisfaction s'observe aussi et surtout très clairement dans les urnes, comme le montre le graphique 2. Jusqu'à l'élection présidentielle de 2007, le Parti socialiste pouvait compter sur le vote d'au moins 7 électeurs des classes moyennes sur 10. Cette relation privilégiée, que l'on pouvait croire immuable depuis 1978, s'interrompt brutalement lors des élections européennes de juin 2009 : un gros tiers seulement du vote de gauche des classes moyennes bénéficie au PS (35 %), moins que la part du vote socialiste dans l'ensemble du vote de gauche de l'électorat (37 %). L'année suivante, les élections régionales de 2010 confirment la rupture : à peine 4 votes de gauche sur 10 des classes moyennes se sont portés sur les listes régionales du PS (39 %), alors que, globalement, le Parti socialiste redevenait le dépositaire majoritaire du vote de gauche des Français (55 %), corrigeant rapidement sa déroute des élections européennes.

> >>

Graphique 1 : L'ancrage des classes moyennes dans la gauche (en %)



Graphique 2 : La proportion du vote PS dans le vote de gauche des classes moyennes et de l'ensemble de l'électorat (en %)



La tentation écologiste ?

Le « désamour » des classes moyennes pour le PS s'est d'abord traduit dans les urnes par une attirance remarquée mais finalement éphémère pour le positionnement centriste « ni gauche ni droite » de François Bayrou et du MoDem : 24 % lors de la présidentielle de 2007, encore 11 % aux élections législatives de juin 2007, 10 % aux européennes de 2009, pour finir à 8 % aux régionales de 2010. Mais, depuis 2009, ce sont les Verts, alliés aux associations environnementalistes sous la bannière d'Europe Ecologie, qui sont devenus les favoris des classes moyennes. En 2009, les listes Europe Ecologie devançant sérieusement le PS (28 % au lieu de 21 %) et conservent leur premier rang aux élections régionales de 2010, cette fois à égalité de score avec le PS (28 %).

Certes le statut d'« élection intermédiaire » de ces deux derniers scrutins a facilité la migration d'une partie des classes moyennes vers la nouvelle mouvance écologiste de la gauche. Mais on retiendra surtout que, dès le début du quinquennat de Nicolas Sarkozy, une brèche de taille s'est ouverte dans la fidélité jadis indéfectible

des classes moyennes à l'égard du Parti socialiste. L'ancrage à gauche de cette catégorie sociale a pris une sérieuse teinture d'environnementalisme et sa tentation centriste s'est réveillée. En 2009, en effet, le positionnement politique des classes moyennes demeure prioritairement « ni à gauche ni à droite » (32 %), mais persiste aussi « au centre » (19 %) dans des proportions qui font jeu égal avec le positionnement plus classique « à gauche » (20 %). Dans la perspective de 2012, le vote des classes moyennes s'avère donc bien incertain...

Elisabeth DUPOIRIER,
directrice de recherche Sciences Po/CEVIPOF